CENTRAFRIQUE : Cachez ces pédophiles que nous ne saurions voir !

Cette affaire de pédophilie est bien révélatrice. Elle est récurrente dans toutes les armées qu'elles soient sous commandement onusien ou autres. Déjà au Mali des accusations du même ordre ont été portées à l'encontre des soldats étrangers. Le ministère de la défense a préféré communiquer sur l'exemplarité de « nos » troupes.
En Centrafrique les accusations de pédophilie ont émergé fin 2013. L'organisation onusienne (le haut commissariat aux droits de l'homme) présente en Centrafrique a été saisie par les victimes. Bizarrement on a assisté à une véritable omerta. Pourtant les faits et les écrits sont là. Les autorités françaises ont bel et bien été alertées par Anders Kompass (haut commissaire aux droits de l'homme en Centrafrique) dans un document confidentiel qui révélait l'existence d'actes pédophiles sur enfants de 9 à 14 ans contre de l'argent et de la nourriture. La réponse du commandement et de Le Drian a été le silence.
Face à ce blocage Anders Kompass alerte la presse par le biais du Guardian (pourquoi la presse française qui est la première concernée est-elle hors coup ?). Le scandale explose. Anders Kompass se voit sanctionner en étant suspendu de ses fonctions.
Depuis, les médias (presse, tv) se comportent de manière indigne en bannissant le terme de pédophilie de leur vocabulaire, voire en émettant des doutes sur la véracité des faits enfin en se taisant définitivement sur ce scandale. Pourquoi cette autocensure ?
La déontologie du journalisme en prend un sacré coup.
Du côté du commandement militaire et de Le Drian ce n'est guère mieux. Nous avons eu droit au « ridiculissime » « dénoncez-vous ! » du ministre de la défense mais pis encore les soldats incriminés sont restés en fonction et libres de leur mouvement. Pourquoi ce traitement de faveur ? Quand un enseignant est accusé des mêmes faits il est à juste titre suspendu de ses fonctions. Le militaire lui, il garde ses armes. Espérons qu'ils n'aient pas gardé leur affectation : le centre des déplacés de M'Poko à Bangui où ils étaient chargés de « protéger » une population affaiblie et affamée.

Aussi honte à Hollande et Le Drian, honte aux médias français.